Entretien de M. Bernard Cazeneuve, ministre des affaires européennes, avec Itélé le 23 juillet 2012, notamment sur la situation politique en Syrie et sur la crise de la Zone euro.

2012-07-23

Q - Retour sur ce dramatique incendie au nord de l'Espagne, à la frontière française. Pouvez-vous nous préciser ce matin l'identité des trois victimes ? D'autre part, la France va-t-elle offrir des moyens à l'Espagne pour combattre ce feu ?

R - Je ne peux pas vous donner l'identité des trois victimes. Les interventions sont en cours, nous savons qu'il y a des blessés et des morts. Cet incendie est à la frontière de nos deux pays, la France et l'Espagne, et le ministère de l'Intérieur mobilise des moyens pour que nous puissions, dans une intervention conjointe, maîtriser le plus rapidement possible cet incendie dramatique et déjà meurtrier.

Q - Il y a donc une solidarité de la France vis-à-vis de l'Espagne ?

R - Il y a une solidarité totale et entière de la France avec l'Espagne, parce que la frontière est commune et parce qu'il est d'usage - lorsqu'un pays de l'Union européenne est confronté à un drame aussi grand, qui peut présenter un danger pour les populations - de venir au secours, d'aider et d'apporter des moyens.

Q - Les combats se sont poursuivis en Syrie tout le week-end, notamment à Alep, à Damas. Aujourd'hui, la Ligue arabe offre, en quelque sorte, une porte de sortie honorable à Bachar Al-Assad et sa famille s'il quitte le pouvoir. Êtes-vous d'accord ? Faut-il effectivement pouvoir exfiltrer Bachar Al-Assad ?

R - Nous sommes d'accord pour que Bachar Al-Assad quitte le pouvoir. C'est ce que nous demandons et nous souhaitons que cela se fasse le plus rapidement possible pour que les massacres cessent. C'est la raison pour laquelle, en liaison étroite avec les pays de l'Union européenne, nous apportons notre soutien plein et entier au plan de Kofi Annan et que nous essayons de faire en sorte aussi que le Conseil de sécurité des Nations unies puisse prendre toutes les dispositions pour créer les conditions de la fin des violences de la part de Bachar Al-Assad.

Q - La France est-elle plutôt favorable à poursuivre pénalement Bachar Al-Assad et ses proches devant la justice internationale ? Ou alors, faut-il permettre à Bachar Al-Assad de quitter la Syrie, et donc de mettre un terme à ce qui ressemble à une guerre civile ?

R - Il faut que Bachar Al-Assad quitte le pouvoir et ensuite que la justice pénale internationale, comme c'est le cas dans la plupart des pays, fasse son travail selon les procédures qui sont les siennes. Nous n'avons pas de commentaire à faire sur la manière dont la justice pénale internationale conduit ses investigations.

Q - Donc, pas d'immunité, comme le propose la Ligue arabe ?

R - La Ligue arabe n'a pas parlé d'immunité mais de sortie digne. Ce que nous souhaitons, c'est que Bachar Al-Assad quitte le pouvoir, que les violences cessent, que la transition démocratique soit possible. Et si la justice internationale doit faire son travail selon les procédures qui régissent son fonctionnement, elle le fera. Encore une fois, lorsqu'on est en situation de responsabilité politique, on n'a pas de commentaire à faire sur la manière dont la justice pénale internationale doit conduire ses investigations.

Q - Aujourd'hui, il y a une réunion à Bruxelles sur un embargo sur les armes vis-à-vis de la Syrie. Est-ce que ce n'est pas trop peu, trop tard ? Et la France aide-t-elle d'une manière ou d'une autre l'armée syrienne libre sur le terrain ?

R - D'abord, ce que nous pouvons dire, c'est que la France et l'Union européenne sont à la manoeuvre pour faire en sorte que les massacres cessent, que l'État de droit...

Q - Pour l'instant la diplomatie est un échec.

R - On ne peut pas dire que la diplomatie soit un échec, nous avons multiplié les pressions, nous avons multiplié les sanctions. Nous avons pris encore récemment, au terme de la réunion des amis du peuple syrien, à Paris le 6 juillet dernier, de nouvelles sanctions. Les pressions ont été constantes. Le soutien apporté par l'Union européenne et la France au plan de M. Annan est très important. Nous avons aussi multiplié les pressions sur la Russie et sur la Chine...

Q - La mission de Kofi Annan, ce n'est pas un échec là aussi ?

R - Nous essayons de faire en sorte que ce plan puisse être mis en oeuvre, et nous le faisons en multipliant les sanctions, les pressions sur l'actuel pouvoir syrien. Si aujourd'hui nous n'avons pas pu aller plus loin, c'est parce que nous ne voulons pas intervenir hors le droit international. Pour qu'une intervention soit possible dans le cadre du droit international, il faut que la Russie et la Chine en acceptent le principe, ce qui n'a pas été possible jusqu'à présent. D'ailleurs, ces pays portent une responsabilité importante dans ce qui se passe

aujourd'hui ; cela a été rappelé à l'occasion de la Conférence des amis du peuple syrien le 6 juillet dernier.

Q - Est-ce que l'on aide d'une manière ou d'une autre l'armée syrienne sur le terrain ? On parle par exemple de services de renseignement occidentaux, puisqu'il y a eu cet attentat au coeur de Damas !

R - Pas à ma connaissance. La France souhaite une transition démocratique et entretient des relations avec tous ceux qui peuvent incarner cette relève démocratique, de manière à envisager avec eux quels pourraient être les modes de coopération civils qui permettraient d'accompagner cette transition. Nous condamnons toute forme de violence parce que la violence est toujours, lorsque la dictature est là depuis longtemps et qu'elle est sanguinaire, un drame supplémentaire dont les peuples sont les victimes.

Q - Sur le plan économique et financier, la situation demeure critique en Espagne : des taux d'intérêt à 7 % vendredi. L'Espagne semble véritablement étranglée, les marchés financiers ont peur, Hong-Kong ce matin a ouvert ce matin en forte baisse. La crise de l'euro peut-elle exploser, encore une fois, cet été ?

R - Nous sommes dans une situation de crise et nous faisons tout pour opposer des pare-feux, de nouveaux instruments de solidarité qui puissent efficacement permettre aux marchés d'être régulés. C'est ce que nous avons d'ailleurs essayé de mettre en oeuvre.

Il y a aujourd'hui la nécessité d'aller plus loin dans la solidarité, en créant aussi les conditions vers davantage d'intégration politique, c'est ce que le président de la République a appelé «l'intégration solidaire».

Nous mettons en place la supervision bancaire, de manière à faire en sorte que les désordres qui secouent le monde bancaire depuis des mois et qui sont à l'origine de la déstabilisation des marchés, prennent fin. Avec la supervision bancaire, nous créons les conditions pour une intervention des dispositifs de solidarité : le mécanisme européen de stabilité, le Fonds européen de stabilité financière en recapitalisation directe des banques pour casser le cercle vicieux entre dettes souveraines et déstabilisation bancaire. Nous sommes effectivement dans une situation qui vise à opposer au désordre des marchés de véritables pare-feux.

Q - Le pacte de stabilité budgétaire a été présenté au Conseil constitutionnel. Il sera ratifié par le Parlement à la rentrée. Pensez-vous qu'il y aura des voix dissidentes ?

R - Je ne le crois pas, nous avons réorienté profondément la politique de l'Union européenne. Ce que nous faisons n'est pas un solde de tous comptes, il y a d'autres étapes pour approfondir cette réorientation. Si nous voulons que les autres étapes soient possibles, il faut consolider ce que nous avons obtenu.

Q - Une dernière question : un plan de soutien à l'automobile va être présenté mercredi pour protéger le marché français. Allez-vous demander l'autorisation à l'Europe pour ce soutien à l'automobile française ?

R - Arnaud Montebourg est très mobilisé sur ce sujet. Nous l'accompagnons d'ailleurs puisqu'un certain nombre de mesures prises dans le cadre du plan de croissance, notamment les prêts alloués par la BEI pourraient être mobilisés en faveur de ce plan automobile. Bien entendu, nous veillerons à ce que les mesures arrêtées dans le cadre de ce plan soient fortes, efficaces et euro-compatible.

Q - Et pas de protectionnisme ?

R - Nous prendrons des mesures appropriées pour le marché français. Nous avons dit que nous souhaitions la réciprocité en toutes choses ; cela vaut aussi pour le secteur automobile.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 25 juillet 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185594-entretien-de-m-bernard-cazeneuve-ministre-des-affaires-europeennes-av